

Conseil régional du Centre
Session des 24 et 25 juin 2004

Vœu présenté par le Groupe des élus communistes à propos du transfert des personnels techniques de l'Éducation nationale

Le Gouvernement Raffarin persiste à vouloir transférer aux régions et aux départements 96000 techniciens, ouvriers et personnels de services (TOS) des collèges et lycées.

Pour ce qui concerne la seule Région Centre, c'est environ 2800 fonctionnaires intervenant dans les lycées qui sortiraient de la responsabilité de l'Etat pour être pris en charge par le Conseil Régional.

Comme ils sont contre les réductions de poste et de moyens, comme ils sont contre le désengagement de l'État et la casse du service public, les enseignants et personnels de l'Éducation Nationale et, au-delà d'eux, toutes celles et ceux qui sont attachés à l'unicité du service public d'éducation, refusent ces transferts décidés unilatéralement par le gouvernement en opposition avec l'écrasante majorité des collectivités territoriales.

Sous prétexte de décentralisation, c'est à un véritable remodelage de l'Éducation Nationale que s'attaquent Raffarin et son gouvernement. Accepter cela c'est prendre le risque que le service public de l'Éducation Nationale soit exclusivement au service des objectifs du MEDEF. Au nom du dogme de la réduction de la dépense publique et du respect des critères de Maastricht, c'est l'école au rabais, c'est le choix de la régression.

Plutôt que de satisfaire la finance et les dividendes d'autres choix existent pour défendre le service public de l'Éducation Nationale et le transformer dans un sens progressiste afin de permettre la réussite pour tous. Ces choix doivent s'appuyer sur la mobilisation des moyens financiers pour satisfaire les besoins essentiels des hommes et des femmes.

Aux côtés des enseignants et des personnels de l'Éducation nationale, le Conseil régional du Centre s'oppose vigoureusement à ce transfert.